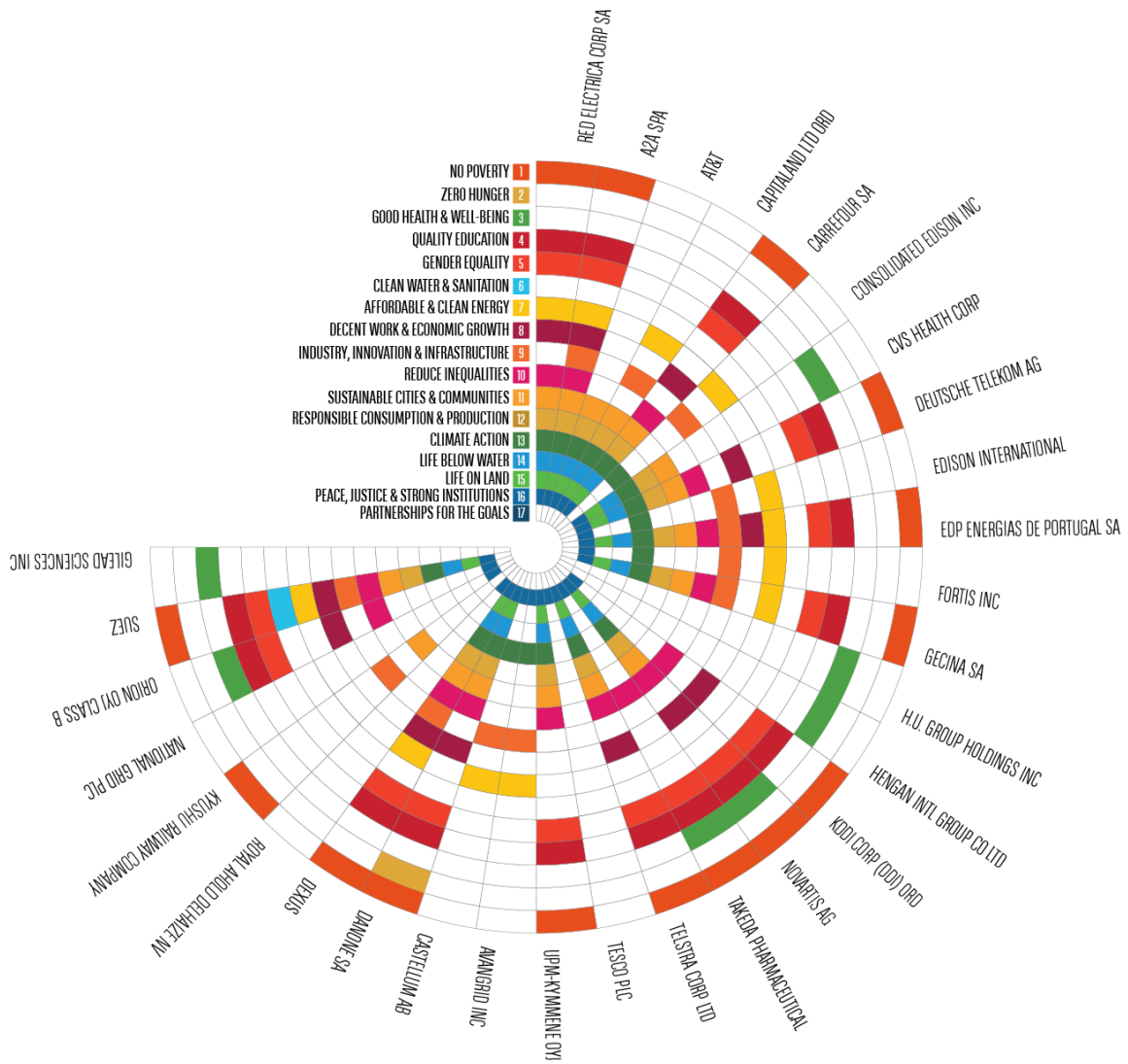


## Contributions Principales des Composants de l'Indice aux ODD



Graphique : les Objectifs de Développement Durable mis en évidence pour chaque entreprise représentent les objectifs corrélés au thème (s) pour lesquels ils étaient admissibles dans l'indice.

### Contributions to the 17 SDG



#### Contribution aux ODD

La contribution aux 17 ODD est réalisée à partir d'un modèle de projection à partir de nos 8 thèmes ODD évaluant le comportement ainsi que les produits et services des émetteurs.

## Focus émetteurs

---

### Besoins fondamentaux

#### Gilead Sciences

Gilead Sciences est une société biopharmaceutique américaine qui développe et commercialise des médicaments. Le portefeuille de produits et de recherche de Gilead Sciences comprend des traitements pour le VIH/sida, les maladies du foie, l'hématologie, l'oncologie, les maladies cardiovasculaires, inflammatoires et respiratoires. L'entreprise s'intéresse également à la perte de vision causée par les maladies dégénératives des yeux et par les infections fongiques et parasitaires. Gilead Sciences a mis au point des produits, des médicaments et des vaccins pour lutter contre les maladies infectieuses prioritaires de l'OMS (SIDA/VIH, grippe pandémique et hépatite), ainsi que contre les maladies non infectieuses (maladies vasculaires et cardiaques, cancers, maladies rares comme la mucoviscidose). L'ensemble des revenus de Gilead Sciences provient des ventes de produits pharmaceutiques.

### Outils de développement

#### Kyushu Railway

Kyushu Railway est une entreprise japonaise qui fournit des services de transport et détient des restaurants, des entreprises de construction et des biens immobiliers. L'entreprise exploite des lignes de chemin de fer pour le transport de passagers dans la région de Kyushu au Japon. Une ligne du Shinkansen (train à grande vitesse) représente notamment plus d'un tiers des activités de transport de l'entreprise qui exploite, en outre, des lignes de bus locales. Au cours de l'exercice 2018/2019, Kyushu Railway a tiré 41% de ses revenus de ses activités de transport, y compris une part mineure liée au transport de marchandises.

## Focus émetteurs

### Besoins fondamentaux

Suez offre des services dans le domaine de l'eau et des déchets, y compris la gestion déléguée de l'eau potable et des services de traitement des eaux usées, l'ingénierie du traitement de l'eau et des activités de collecte, de valorisation et d'élimination des déchets. En 2018, Suez disposait de sites de production d'eau potable en France, en Espagne et en Amérique latine, exploitait 1 674 stations d'épuration en France - qui traitaient près de 1 156 millions de mètres cubes d'eaux usées - et assurait la collecte des déchets de plus de 23,5 millions de personnes et de près de 196 500 clients industriels et commerciaux. Suez met également à disposition de ses clients des compteurs intelligents, afin de leur permettre de gérer au mieux leur consommation d'eau et construit et exploite plusieurs usines de dessalement d'eau de mer au Moyen-Orient.

### Développement sociétal

Suez affiche une performance avancée sur le thème Développement sociétal. L'engagement de Suez sur la question de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement est assorti d'objectifs chiffrés. L'entreprise s'engage à allouer 4 millions d'euros par an à sa Fondation et à soutenir 30 projets axés sur l'accès aux services essentiels dans les pays où les besoins sont les plus importants d'ici à 2021. En outre, Suez parraine de nombreuses initiatives visant à promouvoir l'accès à l'eau dans les pays en développement. Par exemple, dans le cadre de son projet "Water for Slums" à Mumbai, l'équipe locale de l'entreprise a créé deux plateformes multipartites rassemblant des élus locaux, des ONGs, des universitaires, des médias, etc., Suez apporte un soutien financier et rend compte de programmes spécifiques visant à améliorer les conditions de vie des ramasseurs de déchets autour de ses décharges, notamment des sessions de formation (développement personnel et technique) et une aide à la création d'une coopérative indépendante pour les travailleurs informels. Enfin, Suez s'est formellement engagée à respecter et à promouvoir les droits humains fondamentaux dans une politique dédiée, soutenue par des mesures comprenant notamment des programmes de formation, des audits internes et externes et une matrice d'impact.

Suez

### Travail responsable

Suez affiche une performance avancée sur le thème Travail responsable. L'approche de Suez en matière de gestion des Ressources Humaines est un point fort de l'entreprise, grâce à des engagements solides et la mise en place de processus pertinents. Suez s'est formellement engagée en faveur de la liberté d'association et du droit à la négociation collective, conduit des audits internes réguliers et a déployé un système de surveillance des risques liés aux droits du travail. En matière de gestion des réorganisations, Suez a signé un accord-cadre avec le Comité Groupe France et alloue des mesures importantes à cet égard, parmi lesquelles mobilité interne, reformation, services de reclassement et compensation financière. Dans le cadre de sa feuille de route développement durable 2017-2021, Suez s'est fixée des objectifs chiffrés en matière de non-discrimination, de santé/sécurité et de gestion de carrière, entre autres. L'entreprise a mis en place des mesures pertinentes en la matière (suivi d'indicateurs, formation, système d'alerte, initiatives en matière d'horaires flexibles, certification OHSAS 18001), avec des indicateurs associés montrant des tendances mitigées. Le taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail et le taux de gravité des accidents ont baissé entre 2015 et 2019 tandis que le taux de turnover a augmenté sur la même période.

## Focus émetteurs

---

### Ethique des affaires

Suez

Suez affiche une performance avancée sur le thème Ethique des affaires. L'entreprise a signé une convention avec Transparency International France, qui définit les mesures à prendre par l'entreprise pour prévenir la corruption. Elle est membre du « Water Integrity Network » (réseau d'intégrité de l'eau), qui a été créé pour soutenir la lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau à l'échelle mondiale. Suez a également mis en place un système de contrôles internes et externes exhaustif pour prévenir la corruption et les pratiques anticoncurrentielles, notamment des audits internes et externes, des évaluations de risques, des enquêtes externes sur les allégations, une adresse électronique confidentielle dédiée et une procédure d'approbation des cadeaux et invitations. L'entreprise propose des modules de formation et d'apprentissage en ligne visant à prévenir les risques éthiques, y compris la corruption. Ils prennent en compte les situations locales et s'appuient sur une cartographie des risques réalisée en 2017 au niveau du groupe et des unités commerciales. Suez s'engage également à garantir la transparence et l'intégrité des pratiques de lobbying dans une charte dédiée. Inscrite au registre de transparence de l'UE, l'entreprise y communique ses dépenses annuelles en matière de lobbying, son appartenance à des syndicats, sa participation à des groupes d'experts au niveau européen et les sujets d'intérêt du groupe. Suez a également rejoint le registre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

### Gouvernance d'entreprise

Suez affiche une performance avancée sur le thème Gouvernance d'entreprise. L'entreprise a mis en place un Comité RSE au sein du Conseil d'administration et passe en revue la majorité des enjeux ESG pertinents au niveau du Conseil. De plus, le taux d'indépendance du Conseil est élevé (58% des administrateurs) et les femmes y sont majoritaires (58%). En outre, le Comité d'Audit joue un rôle exhaustif dans la supervision des contrôles internes et externes et a mis en place un processus solide consacré à la gestion des risques ESG, y compris une cartographie des risques et un système de reporting au Conseil. En outre, l'entreprise publie des rapports évalués par des tiers indépendants sur les principaux enjeux ESG, et a présenté aux actionnaires et aux investisseurs sa stratégie en la matière. Tous les éléments de la rémunération des dirigeants sont divulgués sur une base individuelle, tandis que les objectifs de performance ESG sont pris en compte dans la détermination de la rémunération variable des cadres supérieurs. Cependant, l'entreprise a été accusée en octobre 2020 de violation des droits des actionnaires, suite à l'émission présumée d'une "pilule empoisonnée" pour contrecarrer l'OPA de Veolia.

---

### Ressources naturelles

AT&T

AT&T affiche une performance avancée sur ce thème. L'entreprise se distingue par des objectifs ambitieux visant à réduire sa consommation d'énergie et ses émissions de CO2 et par des indicateurs de résultats positifs. L'entreprise américaine de télécommunications s'engage à réduire de 60% sa consommation d'électricité - normalisée au trafic de données sur son réseau - d'ici 2020, par rapport aux niveaux de 2013. AT&T vise également une réduction de 20% de ses émissions de Scope 1 et de 60% de ses émissions de Scope 2 d'ici 2020, par rapport à leurs niveaux respectifs de 2008 et 2013. AT&T a mis en place plusieurs mesures pour soutenir ces engagements, notamment le remplacement d'anciens équipements de climatisation par des équipements plus efficaces dans ses centres de données, l'utilisation d'énergie renouvelable et l'investissement dans des projets d'économie d'énergie sur ses sites (modernisation de l'éclairage...). Normalisées au chiffre d'affaires, la consommation d'énergie et les émissions de CO2 d'AT&T ont diminué respectivement et de façon continue de 25% et 40% sur la période 2015-2019. En ce qui concerne la gestion des déchets, l'entreprise a mis en place des processus spécifiques pour réutiliser, vendre et recycler certains matériaux (y compris les déchets opérationnels, matériaux de réseau et ferraille) mais est pénalisée par l'absence d'engagements en faveur de la réduction de sa production de déchets dangereux et par des indicateurs de résultats mitigés.

---

**Focus émetteurs**

---

**Ressources naturelles**

Carrefour affiche une performance avancée sur le thème Ressources naturelles. L'entreprise française fait état d'engagements formalisés avec des objectifs chiffrés en matière de gestion des impacts de sa consommation d'énergie et de ses émissions atmosphériques : Carrefour vise à réduire sa consommation d'énergie de 30% et ses émissions de GES de 70% d'ici 2025 par rapport à 2010. L'entreprise a signé le pacte de la mode, en ligne avec l'initiative "Science-Based Targets" qui intègre des objectifs visant à atteindre 100% d'énergie renouvelable dans l'ensemble de ses opérations d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2050. Carrefour met en œuvre des mesures innovantes telles que des solutions d'éclairage à faible consommation d'énergie (LED et détecteurs de mouvement), la récupération de l'énergie thermique générée par les installations de refroidissement et sa réutilisation pour le chauffage et l'utilisation d'énergies renouvelables dans la conception de certains bâtiments, entre autres. En outre, l'entreprise met en œuvre une stratégie visant à identifier les fuites des réfrigérants et leurs causes, lui permettant ainsi de définir un plan de réduction des émissions de CO2. Elle utilise également des systèmes de réfrigération à base de CO2 et teste des alternatives aux fluides traditionnels qui ont un impact moindre sur le climat. L'entreprise affiche une performance robuste concernant la gestion des impacts liés au transport : elle vise à réduire les émissions de CO2 liées au transport de 30% d'ici 2025 par rapport à 2010 et a mis en place des mesures avancées telles que l'optimisation du chargement des camions et des distances parcourues, la préférence pour les modes de transport alternatifs et la modernisation de sa flotte par des camions fonctionnant au biométhane moins polluant moins bruyant. Cependant, l'entreprise n'est pas transparente en termes de mix transport.

**Travail responsable****Carrefour**

Carrefour affiche une performance avancée sur le thème Travail responsable. En effet, l'engagement de l'entreprise en matière de non-discrimination définit explicitement la plupart des catégories et des processus de gestion auxquels il s'applique. Carrefour s'engage spécifiquement à ce que, d'ici 2025, au moins 40% des postes clés du groupe soient occupés par des femmes et que les personnes en situation de handicap représentent 4% de ses effectifs d'ici 2025. L'entreprise met en œuvre des mesures exhaustives pour soutenir ces engagements, notamment des formations à la diversité, un suivi des indicateurs clés, un mécanisme de réclamation incluant la discrimination et des programmes de discrimination positive tels que le programme « Women leader » qui promeut les réalisations des femmes. Elle a également mis en place des systèmes de congé paternité étendus, des horaires flexibles et des initiatives de partage d'emploi (« job sharing »). En conséquence, la part des femmes à des postes de direction et la part des employés handicapés ont augmenté de façon continue de 2014 à 2018, pour atteindre respectivement 42% et 3,4%. La performance de l'entreprise en matière de respect de la liberté d'association et de droit à la négociation collective est également considérée avancée : elle a signé un accord de groupe avec une fédération syndicale internationale et son engagement est détaillé et porte sur l'ensemble de ses responsabilités. Carrefour aborde par ailleurs les enjeux de santé/sécurité et a déployé des mesures significatives, notamment des formations et une sensibilisation accrue, le suivi interne de la fréquence des accidents, des indicateurs de gravité et de l'absentéisme dans l'ensemble du groupe, l'évaluation des risques (Carrefour a développé un logiciel de santé/sécurité) et des audits de santé/sécurité sur site, ainsi que des moyens étendus pour traiter spécifiquement le stress au travail et l'ergonomie. Cependant, le taux de gravité des accidents du travail a augmenté de 13% entre 2014 et 2018. Enfin, en matière de gestion des réorganisations, l'entreprise a signé un accord-cadre avec les représentants des salariés sur les restructurations et fait état de mesures pertinentes telles que des plans de protection de l'emploi, l'option de retraites anticipées dans certains pays, des mesures de mobilité interne ou externe pour les salariés ayant un projet professionnel défini et des services de remplacement externe.

## Focus émetteurs

---

### Gouvernance d'entreprise

Carrefour affiche une performance avancée sur le thème de la Gouvernance d'entreprise. Le Conseil d'administration de l'entreprise prend en compte les enjeux de RSE et l'entreprise a mis en place un Comité RSE au sein du Conseil. De plus, la diversité du Conseil d'administration semble avancée - 41% des administrateurs sont des femmes. En outre, le Comité d'audit joue un rôle exhaustif dans la supervision des contrôles internes et externes – y compris des risques RSE – et Carrefour publie des rapports évalués par des tiers sur les principaux enjeux RSE de l'entreprise. De plus, l'entreprise a présenté à ses actionnaires et ses investisseurs sa stratégie RSE et celle-ci couvre tous les aspects pertinents. Les éléments concernant la rémunération des dirigeants sont divulgués sur une base individuelle et les objectifs de performance RSE sont pris en compte dans la détermination de leur part variable. Toutefois, seuls 35% des membres du Conseil d'administration sont considérés comme indépendants – le Président n'est pas considéré indépendant – et les élections sont échelonnées.

### Développement sociétal

#### Carrefour

Carrefour affiche une performance avancée sur le thème du Développement sociétal. Carrefour s'engage dans la promotion du développement social et économique des populations locales et aborde toutes les responsabilités de son secteur. Les mesures signalées par l'entreprise comprennent la promotion des fournisseurs locaux, des initiatives d'investissement social, ainsi qu'un dialogue permanent avec les communautés locales pour atténuer les impacts de ses activités, comme la création d'une zone commerciale. Toutefois, l'entreprise ne communique que sur les impôts bruts qu'elle paye et ne communique pas leur décomposition par région ou par pays. L'engagement de Carrefour à respecter et à promouvoir les droits humains est soutenu par un système mis en place dans toute l'entreprise qui comprend notamment des enquêtes externes sur les allégations, des formations, des actions de sensibilisation, une cartographie des risques en matière de droits de l'homme et des audits internes et externes. En outre, l'entreprise a mis en place un système complet de gestion des relations durables avec ses fournisseurs ; elle propose des produits issus du commerce équitable dans le monde entier et entend développer des produits importés de producteurs possédant la certification commerce équitable et agriculture biologique. Enfin, Carrefour a intégré les questions sociales dans les clauses contractuelles avec ses fournisseurs et leurs audits sont réalisés par des auditeurs externes indépendants.